

Bilan Actif

	Brut	Amort. Prov.	Net Au 31/12/2023	Net Au 31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	281 049	226 274	54 775	94 530
Fonds commercial	250 000	59 897	190 103	202 603
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	408 300	175 289	233 011	253 426
Constructions	19 930 189	10 373 294	9 556 896	10 454 678
Installations tech., matériels et outillages industriels	2 350 679	1 925 220	425 459	388 799
Autres immobilisations corporelles	505 547	344 428	161 119	162 354
Immobilisations en cours	17 934		17 934	
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	303 600		303 600	303 600
Prêts				
Autres immobilisations financières	136 263		136 263	128 964
TOTAL (I)	24 183 562	13 104 403	11 079 159	11 988 953
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements	132 553		132 553	135 856
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	2 664		2 664	885
Créances				
Clients et comptes rattachés	1 359 126	508 933	850 192	1 145 977
Autres	43 983		43 983	121 007
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres Titres				
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	11 501 261		11 501 261	9 830 141
Charges constatées d'avance	129 857		129 857	136 999
TOTAL (II)	13 169 443	508 933	12 660 509	11 370 865
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	37 353 004	13 613 336	23 739 668	23 359 818

Bilan Passif

	Net Au 31/12/2023	Net Au 31/12/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel dont versé :		
Prime d'émission, de fusion, d'apport	50 000	50 000
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	4 000 000	4 000 000
Report à nouveau	11 777 478	11 509 592
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	569 890	267 887
Subventions d'investissement	97 897	98 154
Provisions réglementées	1 897 400	1 897 400
TOTAL (I)	18 392 666	17 823 032
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I BIS)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	144 000	156 000
Provisions pour charges		
TOTAL (II)	144 000	156 000
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 530 807	2 822 910
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	584 415	700 382
Dettes fiscales et sociales	1 879 669	1 616 477
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	86 045	116 941
Autres dettes	120 317	124 077
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 750	
TOTAL (III)	5 203 002	5 380 786
Ecart de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I à IV)	23 739 668	23 359 818
Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP	5 353	6 957

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	13 076 484		13 076 484	12 218 294
Chiffre d'affaires Net	13 076 484		13 076 484	12 218 294
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues			25 348	13 000
Reprises sur amort., dépréciations, provisions, transferts de charges			92 793	107 271
Autres produits			267 182	119 003
			TOTAL (I)	12 457 568
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			755 514	687 270
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)			3 303	12 763
Autres achats et charges externes *			2 064 643	1 994 403
Impôts, taxes et versements assimilés			838 434	828 125
Salaires et traitements			5 553 467	5 188 588
Charges sociales			2 251 188	2 138 048
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 159 420	1 060 450
Dotations aux dépréciations des immobilisations			12 500	12 500
Dotations aux dépréciations des actifs circulants			38 050	35 266
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			93 808	79 970
			TOTAL (II)	12 037 382
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier			29 924	29 924
- Redevances de crédit-bail immobilier				
			RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	420 185
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			264 765	59 616
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			TOTAL (V)	59 616
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			27 123	30 137
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
			TOTAL (VI)	30 137
			RESULTAT FINANCIER (V - VI)	29 479
			RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	449 665

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	14 039	30 460
Sur opérations en capital	28 257	26 246
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	12 000	42 000
TOTAL (VII)	54 296	98 707
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	40 091	761
Sur opérations en capital		67 233
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL (VIII)	40 091	67 994
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	14 205	30 713
Participations des salariés (IX)	158 414	92 086
Impôts sur les bénéfices (X)	215 023	120 405
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	13 780 868	12 615 891
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	13 210 978	12 348 004
BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES)	569 890	267 887

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Dont produits concernant les entités liées

(4) Dont intérêts concernant les entités liées

5 000



CENTRE MEDICAL TOKI EDER

7 AVENUE JEAN RUMEAU
64250 CAMBO-LES-BAINS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023



À l'Assemblée Générale de l'association CENTRE MEDICAL TOKI EDER,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **CENTRE MEDICAL TOKI EDER** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur :

- Le caractère approprié des principes comptables appliqués ;
- Le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ;
- La présentation d'ensemble des comptes ;

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Nous ne pouvons attester de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Fait à Bayonne, le 23 mai 2024.

Le Commissaire aux Comptes,


EXCO FIDUCIAIRE DU SUD OUEST
David BRETTE

ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

